

Programme des Nations Unies pour le Développement

Pays: Burkina Faso, Tchad, Mauritanie, Mali et Niger

Gestion des Frontières & Communautés Frontalières dans le Sahel

La mauvaise gestion des frontières dans la région du Sahel est désormais devenue un danger pour la paix et la sécurité internationale et un désastre pour les communautés locales des régions frontalières. La montée en puissance d'acteurs non étatiques violents, de groupes terroristes et du crime organisé engagés dans le trafic illicite d'armes, de drogue et d'êtres humains, est en train de prendre au dépourvu les capacités de l'État - plus particulièrement dans les régions frontalières - et d'empêcher à plusieurs égards, la perspective d'un développement humain durable.

Une nouvelle approche est nécessaire pour améliorer la gestion des frontières et la sécurité des personnes dans les régions frontalières du Sahel. Parallèle aux efforts en vue du renforcement des capacités des agences frontalières, et de la présence physique de l'État dans les zones frontalières, une meilleure interaction avec les populations locales est requise pour mieux les intégrer aux efforts de maintien de l'ordre de l'État et aussi pour protéger et promouvoir le commerce transfrontalier qui est souvent indispensable à la protection de leurs moyens d'existence ainsi que de leur sécurité alimentaire.

La gestion moderne des frontières a le double objectif d'améliorer la sécurité et de faciliter le commerce et le transit. Au-delà de ces objectifs dans le Sahel, le capital social doit être renforcé entre les communautés, et les mécanismes de résolution des conflits améliorés afin de renforcer la confiance et l'harmonie entre ces communautés. Le projet vise donc à utiliser des mécanismes et des outils inclusifs et participatifs, pour s'assurer que les voix d'un grand nombre d'acteurs du développement de nouvelles stratégies de gestion des frontières soient entendues, dans les trois frontières sensibles dans la sous-région du Sahel. Ces frontières sont :

- Mauritanie – Mali (zone de Bassikounou);
- Burkina Faso, Mali, Niger ('triangle' de Liptako-Gourma);
- Niger-Tchad (Lac Tchad).

Le projet appuiera aussi le développement de la stratégie, avec la mise en place d'un service de coordination et de mobilisation des ressources au niveau régional, pour appuyer les plans du Gouvernement et les initiatives identifiées par les communautés. Dans un premier temps une attention particulière sera accordée à la sous-région du lac Tchad en reconnaissance des effets négatifs récents de l'activité transfrontalière de Boko Haram. Le Projet opérera dans les zones du Niger et du Tchad à la frontière avec les états de Borno et Yobe (Nord Nigeria). Le Projet sera entièrement exécuté en coordination avec des activités similaires menées par le PNUD et ONU FEMMES au Cameroun et dans l'état d'Adamawa au Nord du Nigeria.

Ressources requises au Total	3 800 000 USD	Période du Programme:	12 mois
Ressources totales allouées:	3 800 000 USD	Domaine de Résultat Prioritaire (Plan Stratégique)	
• Régulier	_____	Atteinte des OMDs, Gouvernance	
• Autre:		Démocratique, Prévention et Sortie de Crise	
○ Donateur	Japon	Atlas Award ID:	A déterminer
○ Donateur	_____	Date de début:	Mars 2015
○ Donateur	_____	Date de fin	Mars 2016
○ Gouvernement	_____	Date de réunion du PAC	26/01-30/01
Budget non financé:	_____	Modalités de Gestion	DIM
Contributions volontaires	_____		

Accepté par (Gouvernement): _____

Accepté par (Entité d'Exécution): _____

Accepté par (le PNUD): _____

I. ANALYSE DE LA SITUATION

Résumé de la situation dans la Région du Sahel

1. La résilience des pays du Sahel aux niveaux national et collectif continue d'être compromise par des crises interliées allant du terrorisme, au trafics en passant par des migrations irrégulières qui ont tous mis en exergue le caractère impératif de l'amélioration de la gestion des frontières dans la région.
2. Les états peinent à contrôler leurs frontières, donnant libre cours au contributeur ou contribuant à l'expansion d'activités illégales. Le développement d'un trafic illicite ces dernières années, ainsi que l'expansion des activités de groupes islamistes extrémistes transnationaux violents, tels que Al Qaida au Maghreb Islamique et Boko Haram dans les zones frontalières du Sahel et du Sahara, constitue une menace sérieuse pour la stabilité et le développement de la région, la paix et la sécurité internationale.
3. Si le discours actuel concernant la gestion des frontières dans le Sahel est dominé par les préoccupations sécuritaires à l'échelle nationale et internationale, il est tout aussi important de comprendre la nature et la vulnérabilité des communautés frontalières pour pouvoir faire face aux causes sous-jacentes du problème et améliorer la résistance à tous les niveaux. Une réponse sécuritaire surévaluée vis-à-vis des menaces transnationales risque d'être contre-productive : l'ouverture des frontières en faveur du commerce et de la mobilité humaine est vitale aussi bien pour la sécurité des moyens d'existence et la sécurité alimentaire que pour la stabilité sociale et le développement.
4. Les régions frontalières dans le Sahel ont longtemps été associées à l'absence de l'état de droit. Le processus de formation et de consolidation de l'état dans cette région, la réalité d'un régime totalitaire bien établi, l'exclusion et la marginalisation des groupes minoritaires ont souvent créé un vide là où l'état a souvent usé d'une manière forte pour pacifier les communautés locales, avec cependant des résultats mitigés. Les effets collatéraux du Printemps Arabe et de la guerre civile en Libye sont de , des preuves récentes de ce problème. Cependant, l'année 2014 a vu la situation des communautés frontalières dans le Sahel se détériorer cause de l'insécurité dans toute la région attribuée à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, du regain de l'insurrection au nord du Mali, de la guerre civile en République Centrafricaine, de l'extension de l'activité de Boko Haram aux pays voisins que sont le Niger, le Tchad et le Cameroun et de la création d'une Task Force multinationale pour y faire face.
5. Bien que l'amélioration de la gestion des frontières dans le Sahel est perçue comme une priorité vitale et urgente, les défis à relever pour y arriver sont intimidants. Les frontières du Sahel ont été pour la plupart définies pendant la période coloniale et ont été imposées aux populations locales ; l'isolement des localités, la présence et les capacités limitées de l'État, l'homogénéité ethnique des communautés transfrontalières ont conduit à la nature 'poreuses' des frontières qui sont difficiles à contrôler par les moyens traditionnels. Alors que l'homogénéité ethnique permet aux communautés d'échanger à travers les frontières, la capacité de l'État à gérer ce processus est très faible : les infrastructures frontalières sont insignifiantes ou inexistantes ; le matériel basique de

transport, de communication et de contrôle de la sécurité n'est non existant ou ne peut être maintenu ; le personnel chargé de faire appliquer la loi est très mal payé et mal formé.

6. Les approches traditionnelles à la gestion de la sécurité des frontières ont de fortes chances d'être inefficaces, quelles qu'elles soient. C'est ce que les Gouvernements et la communauté des donateurs les ont bien compris et qui explique qu'il y a eu très peu d'investissements dans les infrastructures frontalières, le matériel et le renforcement des capacités des agences chargées de l'application de la loi, relativement aux exigences dans le long terme pour s'assurer que la gestion des frontières au Sahel soit à des standards internationaux.
7. Un nouveau paradigme de gestion des frontières est nécessaire, pour soutenir les gouvernements du Sahel dans leurs efforts en vue de créer une situation d'équilibre meilleure et plus durable entre des frontières ouvertes mais sécurisées pour prévenir les menaces sécuritaires tout en facilitant le commerce transfrontalier et les mouvements licites qui sont vitaux. L'Union Africaine (UA) a élaboré en mai 2013 une stratégie continentale spécifique pour améliorer la gestion des frontières et servir de guide d'utilisation pour les Commissions Economiques Régionales (RECs) et les pays. Les trois piliers de la stratégie de l'UA sont la coopération intra-agences et internationale, le renforcement des capacités et l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières. A l'exception du Sénégal, les pays de l'Afrique de l'Ouest ne se sont pas encore engagés dans une mouvance commune vers la préparation ou la mise en oeuvre holistique de stratégies de gestion des frontières à l'échelle nationale ou sous-régionale.
8. À la date d'aujourd'hui, l'aide internationale s'est focalisée sur l'amélioration de la coopération inter-Agences, plus particulièrement dans le domaine de la sécurité. Un certain nombre d'efforts en faveur du renforcement de la coopération entre les pays du G5 Sahel ont été récompensés par la création d'une force internationale autour du Lac Tchad pour contrer l'exportation de l'insurrection de Boko Haram à partir du Nord du Nigéria. Il reste toutefois beaucoup à faire encore, pour traduire ces efforts en une coopération améliorée entre agences, plus particulièrement en ce qui concerne la communication et le partage d'informations au niveau sous-régional, la coopération internationale entre les états voisins et le renforcement des contacts et du commerce entre les communautés voisines.
9. L'implication des communautés dans la gestion des frontières est actuellement considérée comme particulièrement importante dans le Sahel, pour s'assurer que les réponses de sécurité ne compromettent pas les droits humains ou n'inhibent pas excessivement la libre circulation des personnes et des biens et qu'elles promeuvent une plus grande affiliation à l'État, par une meilleure interaction avec les agences de sécurité. Les communautés locales ont généralement une connaissance très approfondie du terrain, des gangs criminels, des lieux de rencontres et d'autres problèmes liés à la sécurité. En principe, l'établissement de politiques communautaires devrait constituer la base d'une approche d'interdiction fondée sur le renseignement, pour compléter les méthodes traditionnelles de gestion des frontières.
10. Une amélioration de la nature des interactions entre les populations locales et les autorités chargées de faire appliquer la loi, permettrait non seulement le développement progressif d'une nouvelle approche de politique communautaire sur la gestion des frontières, mais aussi l'utilisation de mécanismes communautaires pour gérer les défis et les conflits. L'appui en faveur d'une présence accrue de l'État dans les régions frontalières doit être complété par un effort soutenu pour atténuer les sources de radicalisation et de terrorisme. Les efforts fournis dans ce

sensdoivent être soutenus et institutionnalisés par le renforcement de mécanismes qui augmentent la présence et la réactivité de l'État relativement aux besoins sécuritaires des populations frontalières.

11. Le commerce informel transfrontalier joue un rôle vital dans la création de revenus et de moyens de subsistance dans les zones frontalières et peut permettre d'amortir les répercussions des problèmes de sécurité alimentaire en temps de crise. Ce commerce est en grande majorité pratiqué par les femmes. D'après les chiffres de l'ONU Femmes, les femmes qui exercent le commerce informel transfrontalier en Afrique de l'Ouest et du Centre emploient environ 1,2 personnes dans leurs petits commerces et ont à leur charge environ 3,2 enfants, plus 3,1 autres dépendants qui ne sont pas leurs enfants ou leurs conjoints.
12. Au moment où ce questionnaire a été élaboré, la contribution au PNB des femmes exerçant le commerce informel transfrontalier s'élève à 46% au Mali et à 41% au Tchad (Charmes 2000, cité dans OIT 2004). Bien que ces chiffres semblent avoir baissé entre temps et doivent être mis à jour, il est clair que le commerce informel transfrontalier reste une zone d'activité économique significative pour les femmes dans l'ensemble de la région du Sahel, à un moment où l'espace public qu'elles peuvent occuper devient de plus en plus restreint par des formes de l'Islam plus conservatrices qui sont en train de s'enraciner.

Sous-Région du Lac Tchad

13. L'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigéria au cours de l'année dernière, a commencé à exporter une certaine instabilité dans les pays voisins et met désormais en danger la sécurité et le développement de la région du Lac Tchad dans son ensemble.
14. Vu que Boko Haram a réussi à contrôler certains territoires, des dizaines de milliers de réfugiés sont rentrés au Tchad et au Niger et se sont largement intégrés dans les communautés frontalières voisines. L'absence de documents d'identité nationale rend la situation encore plus difficile aussi bien pour les agences humanitaires internationales que pour les services de sécurité locaux. L'UNDSS rapporte l'existence de cellules dormantes de Boko Haram à la frontière Nigérienne, qui servent à fournir des combattants et des armes et servent de lieu de repos et de récupération pour ceux qui sont au combat. Les forces de sécurité Tchadiennes sont également bien informées des mouvements transfrontaliers et ont secouru en août 2014 un bus rempli de villageois enlevés dans la partie Nigérienne du Lac Tchad. Il est aussi rapporté que Boko Haram est bien établi dans les zones frontalières du Nord Cameroun qui deviennent de jour en jour des zones de non-droit.
15. En Juillet 2014, pour faire face à Boko Haram, les quatre pays du lac Tchad ont mis sur pied, une Task Force Militaire commune, qui a bénéficié d'un soutien significatif de la communauté internationale. A mesure que la réponse sécuritaire prend de l'ampleur, elle met aussi gravement en danger la sécurité des communautés locales prises dans ce conflit et dont l'affiliation continue à l'État est vitale pour la réponse sécuritaire elle-même. Les moyens d'existence du Lac Tchad dépendent largement de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage et aussi d'un commerce informel transfrontalier dynamique entre les pays. En même temps, l'afflux de réfugiés cause une augmentation des prix du poisson et des denrées alimentaires de base et le commerce transfrontalier des produits agricoles - considéré auparavant comme une réserve significative contre l'insécurité alimentaire dans la région - devient de plus en plus difficile et les produits plus chers.

16. Pendant que le PNUD prépare les réponses nationales à la crise, le Programme Sahel aura une approche transnationale pour le lac Tchad dans son ensemble, en soutenant l'engagement communautaire dans la gestion des frontières et en faisant la promotion d'une coopération transfrontalière sur les questions de sécurité des personnes entre les Agences frontalières, les groupes de la société civile et les commerçants locaux.

Les Nations Unies & la Région du Sahel

17. En Juin 2013, le Secrétaire Général des Nations Unies a présenté le rapport des NU et la stratégie intégrée pour le Sahel. Le cadre général de la stratégie équilibre les impératifs humanitaires avec les priorités de développement à long terme, en s'assurant que les besoins critiques immédiats sont satisfaits pendant qu'on renforce la résilience des "personnes et des communautés" par des interventions de développement à grande échelle. Le PNUD a joué un rôle central dans le développement de la stratégie en collaboration avec d'autres agences et organes des NU.
18. La stratégie a décliné 3 objectifs stratégiques pour la région qui permettent d'aider à la conception du projet. Spécifiquement : 1) l'amélioration d'une gouvernance inclusive et efficace à travers la région, 2) la capacité des mécanismes de sécurité nationaux et régionaux à gérer les menaces transfrontalières et 3) l'intégration de plans de développement et humanitaires pour construire une résilience dans le long terme. Le PNUD dirige le pilier 1 et co-dirige le pilier 3.
19. Le PNUD a été un partenaire clé du cadre de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), à travers laquelle le Japon a soutenu des stratégies développées au niveau local pour construire la paix et réduire la pauvreté par la croissance économique. Le TICAD V qui a eu lieu en juin 2013 à Yokohama, a maintenu l'attention du TICAD sur la paix, la sécurité et la bonne gouvernance qui sont toutes inclusives et s'étendent sur toute la région.
20. Pour le PNUD, la gestion des frontières et des communautés frontalières, s'est imposée comme une priorité majeure au cours de la mise en oeuvre des projets en cours financés par le TICAD pour le Sahel. Les défis du développement et les dynamiques de conflit sont souvent transfrontaliers de par leur nature et nécessitent une approche transfrontalière cohérente pour les gérer. La gestion des frontières, avec son double objectif d'améliorer la sécurité et de faciliter le commerce et le transit, est reconnue par le PNUD comme un domaine d'intervention intersectoriel, qui peut contribuer et thématiquement relier les activités des trois piliers de la stratégie intégrée des NU pour le Sahel: la sécurité, la bonne gouvernance et la résilience.

II. COOPERATION PRECEDENTE, REALISATIONS & LECONS APPRISES

21. Vu la nature régionale de plusieurs défis, une approche transfrontalière/multi-pays est impérative pour créer la résilience au Sahel. Le lancement par les NU de la stratégie intégrée du Sahel en 2013 est centrale pour fournir un cadre cohérent permettant de faire un lien immédiat entre les initiatives de développement qui améliorent la résilience des peuples et des communautés sur le long terme.

22. Le création de la résilience des régions frontalières dans le Sahel nécessite une augmentation de la présence de l'Etat et renforce par la même occasion la confiance des communautés dans les autorités étatiques. Le développement de capacités d'application de la loi, va de pair avec le renforcement de la gouvernance locale et l'amélioration de la fourniture de services par les autorités gouvernementales locales.
23. Le Japon et le PNUD ont pendant longtemps eu un partenariat efficace sur le Sahel, aussi bien à travers des initiatives bilatérales au niveau local comme le "Soutien à la restauration des moyens d'existence dans sept régions affectées par la crise alimentaire et l'afflux de réfugiés" en Mauritanie que par le "Projet Régional de Consolidation de la Paix et de la Bonne Gouvernance dans la Région du Sahel" qui est actuellement en cours et le projet sur la résilience au Sahel..
24. Le "Projet Régional de Consolidation de la Paix et de la Bonne Gouvernance dans la Région du Sahel" met l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles pour la consolidation de la paix et la promotion des liens entre ces institutions et les communautés vulnérables. On peut citer comme exemples la cartographie des institutions de maintien de la paix au Niger, l'évaluation de la capacité et les formations effectuées au Bureau du Médiateur National au Tchad, le soutien au Ministère malien du Plan et de la prospective au développement d'un plan accéléré de développement pour les régions du nord et la facilitation d'un dialogue intercommunal sur la consolidation de la paix par un atelier national qui a rassemblé des participants provenant de 60 associations religieuses et les médias au Burkina Faso.
25. Le renforcement des capacités des institutions nationales pour qu'elles soient en mesure de s'adapter aux situations et tendances évolutives est nécessaire et constitue une entreprise de longue haleine. A la date d'aujourd'hui, les mécanismes des institutions nationales, y compris celles qui sont engagées dans la gestion de la sécurité nationale et des frontières, se sont révélés lents et mal équipés pour s'adapter aux défis changeants au niveau local. Un soutien additionnel est requis pour adapter les réponses nationales aux besoins des régions frontalières en particulier et il est clair qu'en travaillant avec les groupes communautaires et les leaders traditionnels, on a plus de chances en général d'obtenir des résultats tangibles et d'avoir un réel impact sur le renforcement de la résilience et la consolidation de la paix aussi bien sur le court terme que sur le long terme.
26. Le projet a déjà démontré son impact au niveau communautaire principalement à travers les partenaires nationaux. Par exemple Les femmes artisanes de la paix formées dans le cadre de ce projet ont établis liens forts avec la police et les conseils locaux et ont facilité la médiation et la résolution des conflits communautaires sans avoir à recourir aux tribunaux.
27. Bien que beaucoup d'activités de 'consolidation de la paix' (ateliers de rétablissement de la paix, sessions de médiation de conflit) ont sans aucun doute une certaine valeur, les défis majeurs auxquels font face plusieurs communautés indiquent qu'il est prioritaire de cibler les interventions qui améliorent les capacités des gens à satisfaire leurs besoins fondamentaux.
28. La mise en oeuvre du projet a renforcé l'importance de l'autonomisation économique locale. Les formations (y compris le développement des compétences commerciales) dédiées aux femmes et

aux autres groupes vulnérables ont amélioré avec succès l'écosystème entrepreneurial, dans lequel beaucoup demandent à intégrer encore plus les institutions de microfinance et les banques pour avoir accès à plus de facilités de crédit pour agrandir leurs entreprises. La promotion du commerce informel transfrontalier a été identifiée comme un autre stratagème clé pour améliorer les moyens d'existence locaux.

29. Les deux projets multi-pays financés par le Japon, la «Consolidation de la Paix et de la Bonne Gouvernance dans le Sahel» et le «Renforcement de la sécurité humaine et de la résilience communautaire » ont été mis en place sur la base du Cadre du PNUD pour l'Appui au Sahel et font partie des efforts généralisés du PNUD pour rendre la Stratégie Intégrée des UN pour le Sahel plus opérationnelle, d'une manière plus cohérente qui essaie de gérer les problèmes régionaux à travers des interventions au niveau communautaire. L'objectif général des projets en cours est de renforcer les mécanismes formels et informels au niveau communautaire pour promouvoir la cohésion sociale, la sécurité communautaire et la résilience économique. Au niveau régional, le projet comprend actuellement quatre activités qui serviront de bases de référence pour le projet "Gestion des Frontières & des Communautés Frontalières" ici proposé :

- a) Un travail préparatoire pour l'initiation d'études prospectives
- b) Des enquêtes sur les armes légères et de petit calibre
- c) Des études sur la perception de la sécurité communautaire
- d) Une conférence Internationale sur la Gestion des Frontières au Sahel

30. Des activités à l'échelle nationale au Tchad et au Niger qui fourniront aussi du support et de précieuses leçons au projet proposé. Par ailleurs, au Niger, le projet proposé ciblera le même 'PC mixte' régional et communautaire que le projet de "Renforcement des capacités communautaires et régionales pour l'amélioration de la sécurité au Niger", financé par l'Aide financière non remboursable pour la coopération contre le terrorisme et le renforcement de la sécurité du gouvernement Japonais, qui fournit principalement des véhicules et des équipements de communication aux autorités chargées de faire appliquer la loi, dans le cadre du soutien à la coordination et du travail entre agences. La coordination inter-agences est un des piliers de la méthode moderne de gestion des frontières, et un pré requis pour la mise en place d'une politique d'approche communautaire, du partage de données et d'une réponse cohérente pour faire appliquer la loi.

31. Les activités proposées pour le projet concernant la stratégie de gestion des frontières et le développement des compétences seront basées sur les Normes internationales de contrôle des armes légères, plus précisément celles qui sont en rapport avec le contrôle des frontières et la coopération dans le cadre de l'application de la loi. Le projet est totalement en phase avec les efforts du Japon pour contrer le trafic de drogue dans la région du Sahel et le travail de la JICA pour faciliter le commerce. Le Japon finance également le Projet de Politique Communautaire en Somalie mise en œuvre par le PNUD, qui peut fournir une expérience et des leçons précieuses pour le projet proposé.

32. Sous la direction des coordinateurs résidents appropriés des NU, le projet proposé sera entièrement coordonné avec les efforts humanitaires et de développement du bureau pays des NU dans les quatre pays frontaliers du Lac Tchad et bénéficieront des leçons qui sont actuellement en train d'être apprises.

33. Le PNUD et le Japon ont de solides antécédents de collaboration dans le but de renforcer la sécurité des personnes non seulement dans le Sahel, mais sur des questions transfrontalières en général. Après avoir identifié un ensemble similaire de questions complexes de développement soulevées par la criminalité transnationale et le terrorisme en Asie Centrale, le Gouvernement du Japon a financé le "Projet d'amélioration des moyens d'existence des zones transfrontalières du Tadjikistan et de l'Afghanistan", qui nécessite que le PNUD travaille sur une base transfrontalière (et une base trans-bureaux en interne).

III. STRATÉGIE

34. Le projet soutiendra le développement et la mise en oeuvre initiale de stratégies pour améliorer l'interaction entre les autorités légitimes de gestion des frontières de l'Etat et les populations locales dans les zones transfrontalières du Sahel:

- La frontière Mauritanie – Mali (zone de Bassikounou);
- Burkina Faso, Mali, Niger ('triangle' de Liptako-Gourma);
- Niger-Tchad (Lac Tchad).

Le Projet fournira un service de coordination et de mobilisation de ressources au Gouvernement et aux bureaux pays du PNUD, pour étendre les partenariats potentiels dans les régions frontalières du Sahel, dans les zones choisies et potentiellement partout.

35. Le projet fournira précisément une assistance technique aux pays pour s'assurer que le troisième pilier de la stratégie de l'UA, l'implication des communautés frontalières, a été traduit en politique et en plans pour les trois zones transfrontalières choisies. Le Projet organisera une série de forums dans chaque pays pour rassembler les Agences Frontalières, les représentants du secteur privé et de la société civile afin de discuter du développement du régime de gestion des frontières pour des frontières spécifiques. Les réunions de coopération transfrontalières seront tenues en utilisant une approche participative similaire pour s'assurer d'une approche transfrontalière cohérente envers les défis et les opportunités mutuels.

36. Des voyages d'études en UE, au Japon et/ou dans d'autres pays Africains appropriés sont envisagés pour aider les hauts responsables à se familiariser avec les principes et les pratiques modernes de gestion des frontières y compris des Systèmes de Délégués/Plénipotentiaires aux frontières et d'autres mécanismes de coopération transfrontaliers. Les voyages d'études seront suivis par des séries de formation au niveau national pour le personnel des Agences Frontalières qui en a besoin. Les formations porteront une attention particulière à la méthode de travail dans des régions frontalières peu peuplées, pour augmenter la présence de l'État et l'affiliation des communautés frontalières aux efforts d'application de la loi.

37. Le personnel chargé de faire appliquer la loi sera aussi formé sur les droits de l'homme, les droits d'asile et des réfugiés et sur des problématiques de genre dans les zones transfrontalières choisies. Dans chacune des zones transfrontalières, le projet établira ou utilisera des mécanismes existants de dialogue pour fournir une plateforme pour les griefs communautaires, les systèmes d'alerte précoce et les réponses rapides. Ces mécanismes d'amélioration des interactions entre les autorités de gestion des frontières et les populations locales seront soutenus par un financement de démarrage pour les initiatives communautaires identifiées, avec un aperçu sur les améliorations à long terme des approches de politique communautaire.

38. Le projet offrira des formations sur les responsabilités de protection au personnel chargé de faire appliquer la loi, notamment sur les questions de protection, de droits de l'homme, des droits des réfugiés et du droit d'asile et des questions sur le genre dans les zones transfrontalières choisies et une coopération ainsi qu'un contact transfrontaliers réguliers sur les questions d'intérêt commun concernant la de sécurité des personnes.

39. Les agences frontalières, les autorités locales et les groupes de la société civile de chaque pays seront invités à travers un appel à propositions, à identifier et soutenir des projets d'impact rapide qui facilitent et régularisent le commerce informel transfrontalier dans la zone, comme la rénovation de marchés locaux en y prévoyant des espaces de stockage et des systèmes d'assainissement, l'instauration de systèmes de transport en commun, la fourniture de services d'hébergement aux points de passage des différentes frontières, de systèmes d'alerte sur les prix du marché, les escortes de sécurité des points de passage des frontières aux marchés locaux, l'utilisation des médias locaux et plus particulièrement les stations de radio communautaires qui renforcent la paix et la confiance entre les populations locales, etc.
40. Les autorités douanières bénéficieront d'un soutien pour mener des campagnes de sensibilisation publiques au niveau local par rapport aux régulations douanières, aux tarifs applicables, etc. et pour faire des formations communautaires sur comment remplir les déclarations douanières, etc. Les associations commerciales de femmes et d'autres groupes de la société civile dans les différents pays seront mises en réseau pour s'aider mutuellement sur des aspects tels que la logistique des voyages, l'accès aux prix des marchés locaux, le remplissage de paperasses douanières, etc. On pense que ces différents acteurs participeront aux différents appels à propositions et à la surveillance communautaire de la plateforme de gestion des connaissances et des mécanismes de réponse rapide envisagés par le Projet.
41. La gestion des connaissances est considérée comme un stratagème clé du Projet, pour établir un système de surveillance par rapport à la sécurité et à la bonne gouvernance, une approche d'élaboration de politiques et de mobilisation des ressources basées sur des informations crédibles et des preuves et une approche inclusive et consistante dans la manière de gérer les défis les plus communs.
42. Le projet préparera une étude sur le commerce informel transfrontalier dans les sous-régions identifiées du Sahel pour obtenir des données de base ventilées par sexe et fournira des recommandations aux gouvernements qui serviront à élaborer les politiques de réponses. Le projet reconnaît l'impact disproportionné de la gestion des frontières sur les vies et la sécurité des femmes et des enfants et s'assurera d'une approche transversale basée sur le genre dans toutes les activités, plus particulièrement - en droite ligne avec la résolution 1325 du conseil de sécurité des NU - l'implication des femmes dans le développement de politiques de développement et de plans d'actions pour une amélioration de la sécurité des personnes dans les zones transfrontalières.
43. Les rapporteurs surveilleront dans chaque pays les incidents de sécurité et les tendances dans les régions frontalières des zones transfrontalières choisies et rentreront en contact avec des leaders traditionnels et les communautés locales sur le terrain. L'information collectée sera compilée et disséminée par le bureau régional de Dakar à travers une plateforme en ligne de gestion des connaissances qui a pour but le partage d'expériences dans un groupe élargi d'acteurs et de mieux fournir des informations sur lesquelles se baseront les futures réponses du gouvernement et de la communauté internationale.
44. Le bureau régional du Programme Sahel du PNUD fournira un service aux gouvernements et aux bureaux pays pour établir des partenariats et une mobilisation future des ressources pour la réforme de la gestion des frontières et organisera un processus de consultation régional sur l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières pour capitaliser sur les

effets et la visibilité internationale de la conférence internationale prévue pour le printemps 2015 grâce à la disponibilité du financement Japonais précédent.

Sous-Région du Lac Tchad

45. La proposition de projet est en phase avec le Plan de Développement National du Tchad pour 2014-2015, y compris sa composante "Gouvernance et Consolidation de la Paix" et avec les efforts du ministre Tchadien du Plan pour répondre à la situation de crise autour du lac Tchad. Le projet soutient les efforts du Gouvernement du Niger et de l'équipe du Bureau Pays du Niger, plus particulièrement dans la région de Diffa, pour mieux gérer la frontière avec le Nigéria, l'afflux significatif de réfugiés et les mouvements transfrontaliers des personnes suspectées de faire partie de Boko Haram.
46. En parallèle au développement de plans et de politiques nationales, et en s'appuyant sur les programmes existants et proposés du PNUD Niger et du PNUD Tchad, le Projet collaborera avec les Agences Frontalières, les chefs traditionnels et les groupes de la société civile pour améliorer la sécurité des personnes et le commerce informel transfrontalier ainsi que le transit dans les zones transfrontalières du Lac Tchad aussi loin que possible, pour contrer l'impact du conflit de Boko Haram sur les populations locales et augmenter l'affiliation des communautés aux autorités étatiques.
47. Le projet aidera les communautés du Lac Tchad, en apportant un soutien aux formations des Agences Frontalières et à leurs interactions avec les populations locales, à compléter la réponse militaire internationale et transfrontalière à la crise actuelle et à atténuer le risque qu'une présence sécuritaire et un contrôle accrus puissent réduire la libre circulation des personnes et des biens ou puisse affecter négativement les moyens d'existence locaux et les droits humains. Le projet initiera des activités concrètes à l'échelle communautaire en tant que priorité immédiate dans la zone du Lac Tchad, en les reliant à des activités similaires financées par le PNUD au Nigéria et au Cameroun et avec des activités de l'ONU Femmes financées par l'UE pour la paix et la sécurité au nord du Nigéria.

Dispositifs de mise en œuvre

48. Le projet soutient mise en œuvre des stratégies du Gouvernement pour la sécurité et le développement des deux pays et collaborera avec les partenaires gouvernementaux à cet effet. Sous la direction des experts du Centre de Service Régional approprié du PNUD, le bureau régional du Programme Sahel du PNUD basé à Dakar engagera le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (CIDPM) et l'Union Africaine à travers les Accords de coopération sur les Projets pour fournir une expertise technique par rapport aux méthodes modernes de gestion des frontières. Le projet travaillera en étroite collaboration avec les Commissions Économiques Régionales appropriées, plus précisément la CEDEAO et la CEEAC aussi bien dans le cadre de mise en œuvre du développement de politiques.
49. Les bureaux pays du PNUD seront aidés par des experts recrutés et organisés par le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (CIDPM) qui est une organisation intergouvernementale Européenne basée à Vienne et qui a une expérience avérée dans la gestion des frontières, les migrations et les questions relatives à la sécurité des personnes. Le PNUD a

signé un protocole d'entente global avec le CIDPM pour établir un partenariat important dans la gestion des frontières. Le CIDPM a préparé en 2010 les Directives pour une Gestion Intégrée des Frontières au sein de la Coopération Externe de la CE et mis en place le dispositif global d'expertise de l'UE en Migrations "EU MIEUX (**MI**gration **EU** e**X**pertise)" qui permet de fournir des conseils techniques pour des réactions rapides et de soutenir les gouvernements du Sahel sur les questions de migration et de gestion des frontières.

50. L'unité de maintien de l'ordre de l'Union Africaine était responsable du développement de la stratégie continentale de gestion des frontières et peut identifier et mobiliser une expertise africaine pertinente pour s'assurer de donner une dimension sud-sud aux efforts de renforcement des compétences.
51. Le projet sera mis en oeuvre en consultation restreinte avec la mission de renforcement des compétences de l'UE au Niger (EUCAP Sahel Niger) qui est l'un des partenaires majeurs du PNUD Niger dans le cadre d'un programme d'amélioration de la sécurité actuellement en cours, financé par le Japon qui a un mandat pour coordonner la gestion des frontières au niveau national et qui s'assure aussi de l'amélioration de la coopération entre Agences Frontalières.
52. Un Accord de Coordination de Projet sera signé au niveau régional avec l'ONU Femmes pour mettre en oeuvre les activités qui permettront de faciliter le commerce informel transfrontalier. L'ONU Femmes cherchera à documenter et à promouvoir le commerce informel transfrontalier qui est généralement pratiqué par des populations locales des régions frontalières en mettant un accent particulier sur les femmes qui font ce commerce. Une étude régionale sera effectuée pour explorer l'ampleur et l'impact du commerce informel par rapport aux moyens d'existence locaux, à la sécurité alimentaires et à la stabilité sociale et pour faire des recommandations et donner des conseils de politique aux autorités douanières.
53. Les bureaux pays du PNUD au Niger et au Tchad seront en charge de la mise en oeuvre des activités dans les régions frontalières du lac Tchad dans le cadre des initiatives proposées et en cours par le PNUD et l'équipe du bureau pays des NU dans les zones affectées. Les bureaux pays prépareront et signeront les lettres d'Accord avec les partenaires nationaux responsables des campagnes publiques de sensibilisation, soutenues par les experts du Centre Régional de Service du PNUD et par l'équipe de direction du Programme Sahel du PNUD.
54. Au Nigeria, l'ONU Femmes et la Délégation de l'UE ont été approchés pour organiser des activités de soutien similaires dans les états de Borno et de l'Adamawa dans le cadre de la mise en oeuvre du programme "Promotion de l'engagement des Femmes pour la Paix et la Sécurité au Nord du Nigéria" financé par l'UE et l'ONU Femmes. Le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique envisage de mobiliser 1,2 millions additionnels pour les bureaux pays du Nigéria et du Cameroun pour dupliquer ces activités de projet proposées dans ces pays afin d'assurer une approche sous-régionale complète par rapport aux dynamiques de conflit qui affectent la zone du lac Tchad.
55. Le projet est en phase avec les stratégies de l'UE et de la CEDEAO pour le Sahel et fournit un soutien horizontal à tous les piliers de la stratégie intégrée des NU pour le Sahel: gouvernance, sécurité et résilience. Le projet capitalise sur l'aide à la sécurité fournie par la communauté internationale et la coopération sécuritaire commune initiée par les quatre pays frontaliers du lac Tchad eux-mêmes, en établissant une dimension de développement humain qui prend en compte la stabilité sociale. Le projet promeut la stratégie de l'UA pour la gestion des frontières en Afrique

et est cohérent avec le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO et complètera le soutien du PNUD et à la région de la CEDEAO par rapport aux armes légères et de petit calibre.

56. Il est prévu de fournir un soutien en ressources de mobilisation aux gouvernements et aux bureaux pays qui veulent mettre en oeuvre les stratégies de gestion des frontières et des communautés frontalières dans les trois sous-régions actuellement identifiées pour en bénéficier. L'allocation de budget du projet actuel comprend une somme de cent mille dollars pour répondre aux initiatives communautaires identifiées dans chaque pays par zone frontalière considérée, c'est-à-dire \$100 000 pour la Mauritanie pour travailler sur la frontière Mauritanienne, \$200 000 pour le Mali pour travailler sur la frontière avec la Mauritanie et sur la région frontalière dans le triangle de Liptako-Gourma, etc. Des fonds additionnels ont été alloués au Niger et au Tchad pour renforcer la réponse dans la zone du lac Tchad, en reconnaissance à la menace immédiate à la sécurité et au développement posée par Boko Haram.
57. Une surveillance minutieuse et une évaluation rigoureuse de l'évolution de la situation seront conduites et une analyse du risque sera mise à jour régulièrement pour savoir les actions à mener si et quand une détérioration de la situation sécuritaire rend impossible la continuité des activités autour du lac Tchad.

IV. CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

<p>Cadre d' de mise en œuvre : <i>Les résultats contribueront directement aux trois piliers de la Stratégie Intégrée NU pour le Sahel: la sécurité, la bonne gouvernance et la résilience. L'alignement aux stratégies et aux priorités nationales sont détaillés dans l'Annexe 2.</i></p>
<p>Les indicateurs de résultats sont énoncés dans le Cadre des Résultats et des Ressources du Programme Régional, y compris les données de référence et les cibles Base de Référence: Non Indiqué dans le DPR Cibles: Cibles régionales non indiquées dans le DPR</p>
<p>Domaine de Résultat Prioritaire Applicable: Effet du Programme Régional du BRA (de la DPR du BRA 2014-2017):</p>
<p>Partenaire Stratégique: La stratégie de mise en oeuvre du projet s'assurera de l'implication et du leadership du BPAP PNUD, de la coordination avec les donateurs partenaires, les partenaires gouvernementaux, les mécanismes régionaux, les autres agences des NU et les OSC appropriées et essaiera d'appliquer des approches innovatrices dans la prise en charge des défis et des opportunités dans la région du Sahel. Elle s'appuie sur un partenariat ancien et en cours avec le gouvernement du Japon, les leçons apprises et l'évolution des priorités.</p>
<p>Titre du Projet et Identifiant (ATLAS Award ID): A déterminer</p>

BUREAU REGIONAL DE DAKAR

RESULTATS ESCOMPTEES	OBJECTIFS DES RESULTATS PENDANT (ANNEES)	ACTIVITES INDICATIVES ¹	PARTIES RESPONSABLES	BUDGET INDICATIF
<p>Résultat A: Les politiques nationales pour l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières sont préparées et le renforcement des compétences des Agences Frontalières relatives a été effectué en mettant</p>	<p>Objectifs (2015-16): Objectif. A.1: Dix hauts responsables des Agences Frontalières² de chaque pays du Sahel se sont familiarisés avec les modèles Japonais et Européen de gestion des frontières grâce à 2</p>	<p>Activité A.1: Organiser 2 voyages d'études pour familiariser les hauts responsables avec les modèles de gestion des frontières, potentiellement en UE, au Japon et/ou dans des pays Africains (50 potentiels bénéficiaires au total, 25 par voyage d'étude);</p>	<p>Par Activité: A.1: PNUD Dakar, CIDPM</p>	<p>Entrées Résultat A: Voyage, DSA, coûts du voyage d'étude: 92 500 \$</p>

¹ Listez les résultats des activités et les actions associées nécessaires pour produire chaque résultat et les objectifs de résultat annuels.

² Les Agences Frontalières sont les institutions, la Police, les Douanes, le Service Phytosanitaire et les Délégués aux frontières sont les membres de la Police des Frontières désignés pour jouer ce rôle.

<p>particulièrement l'accent sur la préparation de stratégies pour trois frontières sous-régionales: 'Triangle' Mauritanie-Mali; Mali, Burkina Faso, Niger; Niger, Tchad (Lac Tchad).</p> <p>Base de Référence: Les pays du Sahel n'ont pas de stratégies de gestion des frontières en place malgré la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions frontalières.</p> <p>Indicateurs: Les stratégies nationales de gestion des frontières reflètent le pilier sur les communautés frontalières de la stratégie continentale de gestion des frontières de l'UA et des stratégies de paix et de sécurité de la CEDEAO et de la CEEAC.</p>	<p>voyages d'études;</p> <p>Objectif. A.2: Procès-verbaux du forum et recommandations convenues soumises aux autorités compétentes;</p> <p>Objectif.A.3: Cinq documents d'orientation sur la gestion des frontières qui encouragent une implication appropriée des communautés frontalières sont publiés</p> <p>Objectif. A.4: Les capacités du Système³ de délégués aux frontières sont améliorées dans cinq pays du Sahel;</p>	<p>Activité A.2: Organiser un forum participatif au niveau régional pour impliquer la société civile et le secteur privé dans le développement de la gestion des frontières (minimum 10 participants par pays);</p> <p>Activité A.3: Fournir à la demande, une assistance technique dans l'élaboration de documents d'orientation sur la gestion des frontières, les accords bilatéraux et la législation primaire/secondaire dans chaque pays.</p> <p>Activité A.4: Conduire un voyage d'études Régional pour 15 Délégués aux frontières;</p>	<p>A.2: BPs PNUD, PNUD Dakar</p> <p>A.3: CIDPM</p> <p>A.4: PNUD Dakar, CIDPM</p> <p>Sous-Total Résultat A:</p>	<p>Frais de Réunion, voyage, DSA: 70 000 \$</p> <p>Expertise pour chacun des cinq pays: 470 000 \$</p> <p>Voyage, DSA, coûts des voyages d'études: 46 250 \$</p> <p>678 750 \$</p>
<p>Résultat B: Les décideurs politiques nationaux, la</p>	<p>Objectif B.1: Une Communauté de Pratique et de Gestion des</p>	<p>Activité B.1: Concevoir et construire une plateforme de gestion des connaissances; en assurer d'une mise à jour</p>	<p>B1: PNUD Dakar</p>	<p>Contrat de développement Informatique, indemnités de</p>

³ Les Agences Frontalières sont les institutions, la Police, les Douanes, le Service Phytosanitaire et les Délégués aux frontières sont les membres de la Police des Frontières désigné pour jouer ce rôle.

<p>société civile et la communauté internationale ont une meilleure compréhension des incidents et des tendances sécuritaires et de leur ampleur et de l'importance du développement du commerce informel transfrontalier et des plans d'action chiffrés pour une intervention dans les trois sous-régions frontalières sélectionnées.</p> <p><u>Base de Référence:</u></p> <p>Le manque actuel de dialogue et de rapports, de statistiques à jour et de plans d'action.</p> <p><u>Indicateurs:</u></p> <p>Min. 600 membres de la CoP, nombre de visites répétées sur le site de Gestion des connaissances, feedback des membres de la CoP sur les questionnaires.</p>	<p>Connaissances est établie pour collecter et disséminer l'information récoltée par les rapporteurs des pays</p> <p>Objectif B.2: Une étude est préparée pour mesurer et évaluer le commerce informel transfrontalier en mettant un accent particulier sur la contribution sur des femmes et des enfants et l'impact de ce commerce sur eux.</p> <p>Objectif B.3: Le développement de plans d'actions chiffrés pour les résultats des trois sous-régions pour les ressources additionnelles servant à combler les besoins identifiés.</p>	<p>régulière et la mise en place d'outils interactifs pour une communauté de pratique d'environ 600 personnes/acteurs.</p> <p>Activité B.2: Développer des TDR, publier les avis de consultance, diriger le développement des études, diffuser le produit final.</p> <p>Activité B.3: Développement de 3 plans d'actions chiffrés et coordonnés pour les sous-régions et préparation de propositions de financement pour des sous-projets spécifiques.</p>	<p>B2: ONU Femmes</p> <p>B.3: PNUD Dakar, Bureaux Pays</p> <p>Sous-total de l'Effet B:</p>	<p>stage : 185 000 \$</p> <p>Lettre d'Accord, PNUD - ONU FEMMES, 120 000 \$</p> <p>Soutien à la consultance 30 000 \$</p> <p>335 000 \$</p>
			<p><i>Budget du Bureau Régional:</i></p>	<p>1 013 750 \$</p>
			<p>Coût indirect (GMS) 8%:</p>	<p>81 100 \$</p>
			<p>Total</p>	<p>1 094 850 \$</p>
<p>BURKINA FASO</p>				

RESULTATS ESCOMPTEES	OBJECTIFS DES RESULTATS PENDANT (ANNEES)	ACTIVITES INDICATIVES ⁴	PARTIES RESPONSABLES	BUDGET INDICATIF
<p>Résultat A: Des Politiques Nationales pour l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières sont préparées et un renforcement des compétences des Agences frontalières relatives est mis en place en mettant un accent particulier sur la préparation de stratégies pour le 'Triangle de Liptako-Gourma'.</p> <p>Base de Référence: Les pays du Sahel n'ont pas de stratégies de gestion des frontières en place malgré la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions frontalières.</p> <p>Indicateurs: Les stratégies nationales de gestion des frontières reflètent le pilier sur les communautés frontalières de la stratégie continentale de gestion des frontières de l'UA et des stratégies de paix et de sécurité de la CEDEAO et de la CEEAC.</p>	<p>Objectifs (2015-16):</p> <p>Objectif.A.1: Dix hauts responsables des Agences frontalières sont familiarisés avec les modèles Japonais et Européen de gestion des frontières grâce à 2 voyages d'études.</p> <p>Objectif.A.2: Des documents d'orientation sur la gestion des frontières qui préconisent l'implication des communautés dans les régions frontalières choisies sont préparés</p> <p>Objectif.A.3 Les capacités du système national de délégués aux frontières sont mises en place /renforcées.</p> <p>Objectif B.1: Un Système de rapport sur les tendances et les incidents est en place dans les régions frontalières choisies et</p>	<p>Activité A.1: Sécuriser et faciliter la participation des hauts responsables aux voyages d'études régionaux en UE, au Japon et/ou dans les pays Africains (5 x 2 bénéficiaires)</p> <p>Activité A.2: Organiser des forums participatifs au niveau national pour impliquer la société civile et le secteur privé dans la stratégie de gestion des frontières pour les régions frontalières choisies (minimum 25 participants par pays);</p> <p>Activité A.3: Soutien logistique à l'organisation de de 7 formations nationales pour les délégués aux frontières, qui seront organisées par le CIDPM & participation au voyage d'études régional (jusqu'à 15participants par formation, 3 bénéficiaires par voyage d'études)</p> <p>Activité B.1: Recruter, déployer et gérer le rapporteur national pour la plateforme de gestion des Connaissances et s'assurer du flux d'informations vers le PNUD Dakar.</p> <p>Activité B.2: Nommer et rendre autonome le Point Focal</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p>	<p>Frais de voyage, DSA des Participants 37 000 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants comme demandé 13 750 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants 46 250 \$</p> <p>Sous-total Effet A: 97 000 \$</p> <p>Salaire du personnel, 12 mois, voyage et DSA 37 000 \$</p> <p>Personnel à temps partiel 15 000 \$</p>

⁴ Listez les résultats des activités et les actions associées nécessaires pour produire chaque résultat et les objectifs de résultat annuels.

<p>Résultat B: Les décideurs politiques nationaux, la société civile et la communauté internationale ont une meilleure compréhension des incidents et des tendances sécuritaires et de leur ampleur et de l'importance du développement du commerce informel transfrontalier et des plans d'action chiffrés pour une intervention dans la section Burkina du triangle de Liptoko-Gourma</p> <p>Base de Référence: Le manque actuel de dialogue et de rapports, de statistiques à jour et de plans d'action.</p> <p>Indicateurs: Min. 100 membres de la CoP, nombre de visites répétées sur le site de Gestion des connaissances, feedback des membres de la CoP sur les questionnaires.</p>	<p>alimente le système régional de gestion des connaissances</p> <p>Objectif B.2: Les points focaux des bureaux pays sont prêts à supporter la coordination et la mobilisation de ressources en liaison avec le PNUD Dakar.</p> <p>Objectifs (2015-2016):</p>	<p>du Bureau Pays pour assurer la liaison avec le PNUD Dakar pour la formulation et la mobilisation de ressources du sous-projet.</p>	<p>Par Activité:</p> <p>C.1: Bureau Pays du PNUD, sous-traitants</p>	<p>Sous-total Effet B: 52 000 \$</p> <hr/> <p>Coûts de réunion, frais de</p>
--	---	---	--	--

<p>Résultat C:</p> <p>Soutenir la mise en œuvre d'une stratégie inclusive de gestion des frontières développée pour la région du Liptako-Gourma, y compris des mécanismes participatifs pour l'établissement de politiques communautaires conçues pour améliorer la sécurité des personnes au niveau local et travailler pour mettre sur pied une approche d'interdiction fondée sur le renseignement.</p> <p>Base de Référence:</p> <p>Présence Intermittente d'Agences frontalières dans les régions frontalières et faible niveau d'interaction avec les communautés locales sur les problèmes de sécurité, de facilitation et de droits.</p> <p>Indicateurs:</p> <p>Nombre de réunions inclusives tenues, qualité et nombre de recommandations faites, réponse des autorités et feedback communautaire sur le régime de gestion des frontières.</p>	<p>Objectif.C.1: Un processus de consultation inclusif est établi et documenté dans la région du Liptako-Gourma</p> <p>Objectif. C.2: Les interventions communautaires identifiées dans la région du Liptako-Gourma sont financées et améliorent le commerce et les interventions sécuritaires en fonction des sous-indicateurs agréés.</p> <p>Objectif.C.3: Au moins 60 Policiers des frontières sont formés à des points de passage des frontières choisis et un commandement régional est mis en place.</p>	<p>Activité C.1: Établir des mécanismes inclusifs de dialogue entre les Délégués aux Frontières et les communautés locales comme une plateforme pour les griefs, les alertes précoces et les réponses rapides;</p> <p>Activité C.2: Fournir des fonds pour les initiatives locales identifiées par les Délégués aux frontières en collaboration avec les communautés frontalières, qui supportent le commerce informel et la sécurité communautaire;</p> <p>Activité C.3: Effectuer pour les unités de Police des frontières sélectionnées, 6 formations sur les droits de l'homme, les droits des réfugiés, le droit d'asile et les questions de genre (15 bénéficiaires par formation).</p>	<p>C.2: Bureaux Pays du PNUD, sous-traitants</p> <p>C.3: UNHCR, ONU femmes, CIDPM</p>	<p>voyage /DSA 37 500 \$</p> <p>Contrats de travaux/matériels: 200 000 \$</p> <p>Matériel de formation formateur/participants 46 250 \$</p> <p>Sous-total Effet C: 283 750 \$</p>
			<p><i>Budget du Bureau Pays du Burkina Faso</i></p>	<p>432 750 \$</p>
			<p><i>Coût indirect (GMS) 8%:</i></p>	<p>34 620 \$</p>

			<i>Total</i>	467 370 \$
MALI				
RESULTATS ESCOMPTEES	OBJECTIFS DES RESULTATS PENDANT (ANNEES)	ACTIVITES INDICATIVES⁵	PARTIES RESPONSABLES	BUDGET INDICATIF
<p>Résultat A: Des Politiques Nationales pour l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières sont préparées et un renforcement des compétences des Agences frontalières relatives est mis en place en mettant un accent particulier sur la préparation de stratégies pour le 'Triangle de Liptako-Gourma' et la frontière Mali-Mauritanie.</p> <p>Base de Référence: Les pays du Sahel n'ont pas de stratégies de gestion des frontières en place malgré la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions frontalières.</p> <p>Indicateurs: Les stratégies nationales de gestion des frontières reflètent le pilier sur les communautés frontalières de la stratégie continentale de gestion des frontières de</p>	<p>Objectifs (2015-16):</p> <p>Objectif A.1: Dix hauts responsables des Agences frontalières sont familiarisés avec les modèles Japonais et Européen de gestion des frontières grâce à 2 voyages d'études.</p> <p>Objectif A.2: Des documents d'orientation sur la gestion des frontières qui préconisent l'implication des communautés dans les régions frontalières choisies sont préparés</p> <p>Objectif A.3 Les capacités du système national de délégués aux frontières sont mises en place /renforcées.</p>	<p>Activité A.1: Sécuriser et faciliter la participation des hauts responsables aux voyages d'études régionaux en UE, au Japon et/ou dans les pays Africains (5 x 2 bénéficiaires)</p> <p>Activité A.2: Organiser des forums participatifs au niveau national pour impliquer la société civile et le secteur privé dans la stratégie de gestion des frontières pour les régions frontalières choisies (minimum 25 participants par pays);</p> <p>Activité A.3: Soutien logistique à l'organisation de de 7 formations nationales pour les délégués aux frontières, qui seront organisées par le CIDPM & participation au voyage d'études régional (jusqu'à 15participants par formation, 3 bénéficiaires par voyage d'études)</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p>	<p>Frais de voyage, DSA des Participants 37 000 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants comme demandé 13 750 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants 46 250 \$</p> <p>Sous-total Effet A: 97 000 \$</p>

⁵ Listez les résultats des activités et les actions associées nécessaires pour produire chaque résultat et les objectifs de résultat annuels.

<p>l'UA et des stratégies de paix et de sécurité de la CEDEAO et de la CEEAC.</p> <p>Résultat B: Les décideurs politiques nationaux, la société civile et la communauté internationale ont une meilleure compréhension des incidents et des tendances sécuritaires et de leur ampleur et de l'importance du développement du commerce informel transfrontalier et des plans d'action chiffrés pour une intervention dans la section Burkina du triangle de Liptoko-Gourma.</p> <p>Base de Référence: Le manque actuel de dialogue et de rapports, de statistiques à jour et de plans d'action.</p> <p>Indicateurs: Min. 100 membres de la CoP, nombre de visites répétées sur le site de Gestion des connaissances, feedback des membres de la CoP sur les questionnaires.</p> <p>Résultat C: Soutenir la mise en oeuvre d'une</p>	<p>Objectif B.1: Un Système de rapport sur les tendances et les incidents est en place dans les régions frontalières choisies et alimente le système régional de gestion des connaissances</p> <p>Objectif B.2: Les points focaux des bureaux pays sont prêts à supporter la coordination et la mobilisation de ressources en liaison avec le PNUD Dakar.</p> <p>Objectifs (2015-2016):</p> <p>Objectif.C.1: Un processus de</p>	<p>Activité B.1: Recruter, déployer et gérer le rapporteur national pour la plateforme de gestion des Connaissances et s'assurer du flux d'informations vers le PNUD Dakar.</p> <p>Activité B.2: Nommer et rendre autonome le Point Focal du Bureau Pays pour assurer la liaison avec le PNUD Dakar pour la formulation et la mobilisation de ressources du sous-projet.</p> <p>Activité C.1: Établir des mécanismes inclusifs de dialogue entre les Délégués aux Frontières et les</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>C.1: Bureau Pays du PNUD, sous-traitants</p> <p>C.2: Bureaux Pays du</p>	<p>Salaire du personnel, 12 mois, voyage et DSA 37 000 \$</p> <p>Personnel à temps partiel 15 000 \$</p> <p>Sous-total Effet B: 52 000 \$</p> <hr/> <p>Coûts de réunion, frais de voyage /DSA 37 500 \$</p>
--	--	--	---	---

<p>stratégie inclusive de gestion des frontières développée pour la région du Liptako-Gourma, y compris des mécanismes participatifs pour l'établissement de politiques communautaires conçues pour améliorer la sécurité des personnes au niveau local et travailler pour mettre sur pied une approche d'interdiction fondée sur le renseignement.</p> <p>Base de Référence:</p> <p>Présence Intermittente d'Agences frontalières dans les régions frontalières et faible niveau d'interaction avec les communautés locales sur les problèmes de sécurité, de facilitation et de droits.</p> <p>Indicateurs:</p> <p>Nombre de réunions inclusives tenues, qualité et nombre de recommandations faites, réponse des autorités et feedback communautaire sur le régime de gestion des frontières.</p>	<p>consultation inclusif est établi et documenté pour la région du Liptako-Gourma</p> <p>Objectif. C.2: Les interventions communautaires identifiées dans la région du Liptako-Gourma sont financées et améliorent le commerce et les interventions sécuritaires en fonction des sous-indicateurs agréés.</p> <p>Objectif.C.3: Au moins 60 Policiers des frontières sont formés à des points de passage des frontières choisis et un commandement régional est mis en place.</p>	<p>communautés locales comme une plateforme pour les griefs, les alertes précoces et les réponses rapides;</p> <p>Activité C.2: Fournir des fonds pour les initiatives locales identifiées par les Délégués aux frontières en collaboration avec les communautés frontalières, qui supportent le commerce informel et la sécurité communautaire;</p> <p>Activité C.3: Effectuer pour les unités de Police des frontières sélectionnées, 6 formations sur les droits de l'homme, les droits des réfugiés, le droit d'asile et les questions de genre (jusqu'à 15 bénéficiaires par formation, au moins 60 au total).</p>	<p>PNUD, sous-traitants</p> <p>C.3: UNHCR, ONU femmes, CIDPM</p>	<p>Contrats de travaux/matériels: 200 000 \$</p> <p>Matériel de formation formateur/participants 46 250 \$</p> <p>Sous-total Effet C: 283 750 \$</p>
			<p><i>Budget du bureau pays Mali:</i></p>	<p>432 750 \$</p>
			<p><i>Coût indirect (GMS) 8%:</i></p>	<p>34 620 \$</p>

			<i>Total</i>	467 370 \$
MAURITANIE				
RESULTATS ESCOMPTEES	OBJECTIFS DES RESULTATS PENDANT (ANNEES)	ACTIVITES INDICATIVES⁶	PARTIES RESPONSABLES	BUDGET INDICATIF
<p>Résultat A: Des Politiques Nationales pour l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières sont préparées et un renforcement des compétences des Agences frontalières relatives est mis en place en mettant un accent particulier sur la préparation de stratégies pour la frontière Mali-Mauritanie.</p> <p>Base de Référence: Les pays du Sahel n'ont pas de stratégies de gestion des frontières en place malgré la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions frontalières.</p> <p>Indicateurs: Les stratégies nationales de gestion des frontières reflètent le pilier sur les communautés frontalières de la stratégie</p>	<p>Objectifs (2015-16):</p> <p>Objectif A.1: Dix hauts responsables des Agences frontalières sont familiarisés avec les modèles Japonais et Européen de gestion des frontières grâce à 2 voyages d'études.</p> <p>Objectif A.2: Des documents d'orientation sur la gestion des frontières qui préconisent l'implication des communautés dans les régions frontalières choisies sont préparés</p> <p>Objectif A.3 Les capacités du système national de délégués aux frontières sont mises en place /renforcées.</p>	<p>Activité A.1: Sécuriser et faciliter la participation des hauts responsables aux voyages d'études régionaux en UE, au Japon et/ou dans les pays Africains (5 x 2 bénéficiaires)</p> <p>Activité A.2: Organiser des forums participatifs au niveau national pour impliquer la société civile et le secteur privé dans la stratégie de gestion des frontières pour les régions frontalières choisies (minimum 25 participants par pays);</p> <p>Activité A.3: Soutien logistique à l'organisation de de 7 formations nationales pour les délégués aux frontières, qui seront organisées par le CIDPM & participation au voyage d'études régional (jusqu'à 15participants par formation, 3 bénéficiaires par voyage d'études)</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p>	<p>Frais de voyage, DSA des Participants 37 000 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants comme demandé 13 750 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants 46 250 \$</p>

⁶ Listez les résultats des activités et les actions associées nécessaires pour produire chaque résultat et les objectifs de résultat annuels.

<p>continentale de gestion des frontières de l'UA et des stratégies de paix et de sécurité de la CEDEAO et de la CEEAC.</p> <p>Résultat B: Les décideurs politiques nationaux, la société civile et la communauté internationale ont une meilleure compréhension des incidents et des tendances sécuritaires et de leur ampleur et de l'importance du développement du commerce informel transfrontalier et des plans d'action chiffrés pour une intervention dans la section Burkina du triangle de Liptoko-Gourma.</p> <p>Base de Référence: Le manque actuel de dialogue et de rapports, de statistiques à jour et de plans d'action.</p> <p>Indicateurs: Min. 100 membres de la CoP, nombre de visites répétées sur le site de Gestion des connaissances, feedback des membres de la CoP sur les questionnaires.</p>	<p>Objectif B.1: Un Système de rapport sur les tendances et les incidents est en place dans les régions frontalières choisies et alimente le système régional de gestion des connaissances</p> <p>Objectif B.2: Les points focaux des bureaux pays sont prêts à supporter la coordination et la mobilisation de ressources en liaison avec le PNUD Dakar.</p>	<p>Activité B.1: Recruter, déployer et gérer le rapporteur national pour la plateforme de gestion des Connaissances et s'assurer du flux d'informations vers le PNUD Dakar.</p> <p>Activité B.2: Nommer et rendre autonome le Point Focal du Bureau Pays pour assurer la liaison avec le PNUD Dakar pour la formulation et la mobilisation de ressources du sous-projet.</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Par Activité:</p> <p>C.1: Bureau Pays du PNUD, sous-traitants</p>	<p>Sous-total Effet A: 97 000 \$</p> <p>Salaire du personnel, 12 mois, voyage et DSA 37 000 \$</p> <p>Personnel à temps partiel 15 000 \$</p> <p>Sous-total Effet B: 52 000 \$</p> <hr/> <p>Coûts de réunion, frais de</p>
---	---	--	--	--

<p>Résultat C:</p> <p>Soutenir la mise en oeuvre d'une stratégie inclusive de gestion des frontières développée pour la région du Liptako-Gourma, y compris des mécanismes participatifs pour l'établissement de politiques communautaires conçues pour améliorer la sécurité des personnes au niveau local et travailler pour mettre sur pied une approche d'interdiction fondée sur le renseignement.</p> <p>Base de Référence:</p> <p>Présence Intermittente d'Agences frontalières dans les régions frontalières et faible niveau d'interaction avec les communautés locales sur les problèmes de sécurité, de facilitation et de droits.</p> <p>Indicateurs:</p> <p>Nombre de réunions inclusives tenues, qualité et nombre de recommandations faites, réponse des autorités et feedback communautaire sur le régime de gestion des frontières.</p>	<p>Objectifs (2015-2016):</p> <p>Objectif.C.1: Un processus de consultation inclusif est établi et documenté pour la frontière Mauritanie - Mali.</p> <p>Objectif. C.2: Les interventions communautaires identifiées à la frontière Mauritanie-Mali, sont financées et améliorent le commerce et les interventions sécuritaires en fonction des sous-indicateurs agréés.</p> <p>Objectif.C.3: Au moins 60 Policiers des frontières sont formés à des points de passage des frontières choisis et un commandement régional est mis en place.</p>	<p>Activité C.1: Établir des mécanismes inclusifs de dialogue entre les Délégués aux Frontières et les communautés locales comme une plateforme pour les griefs, les alertes précoces et les réponses rapides;</p> <p>Activité C.2: Fournir des fonds pour les initiatives locales identifiées par les Délégués aux frontières en collaboration avec les communautés frontalières, qui supportent le commerce informel et la sécurité communautaire;</p> <p>Activité C.3: Effectuer pour les unités de Police des frontières sélectionnées, 6 formations sur les droits de l'homme, les droits des réfugiés, le droit d'asile et les questions de genre (jusqu'à 15 bénéficiaires par formation, au moins 60 au total).</p>	<p>C.2: Bureaux Pays du PNUD, sous-traitants</p> <p>C.3: UNHCR, ONU femmes, CIDPM</p>	<p>voyage /DSA 37 500 \$</p> <p>Contrats de travaux/matériels: 100 000 \$</p> <p>Matériel de formation formateur/participants 46 250 \$</p> <p>Sous-total Effet C: 183 750 \$</p>
			<p><i>Budget du Bureau pays de la Mauritanie:</i></p>	<p>332 750 \$</p>
			<p><i>Coût indirect (GMS) 8%:</i></p>	<p>26 620 \$</p>

			<i>Total</i>	359 370 \$
--	--	--	--------------	-------------------

NIGER

RESULTATS ESCOMPTEES	OBJECTIFS DES RESULTATS PENDANT (ANNEES)	ACTIVITES INDICATIVES ⁷	PARTIES RESPONSABLES	BUDGET INDICATIF
<p><u>Résultat A:</u> Des Politiques Nationales pour l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières sont préparées et un renforcement des compétences des Agences frontalières relatives est mis en place en mettant un accent particulier sur la préparation de stratégies pour le lac Tchad et le 'Triangle de Liptako-Gourma'.</p> <p><u>Base de Référence:</u> Les pays du Sahel n'ont pas de stratégies de gestion des frontières en place malgré la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions frontalières.</p>	<p>Objectifs (2015-16):</p> <p>Objectif A.1: Dix hauts responsables des Agences frontalières sont familiarisés avec les modèles Japonais et Européen de gestion des frontières grâce à 2 voyages d'études.</p> <p>Objectif A.2: Des documents d'orientation sur la gestion des frontières qui préconisent l'implication des communautés dans les régions frontalières choisies sont préparés</p>	<p>Activité A.1: Sécuriser et faciliter la participation des hauts responsables aux voyages d'études régionaux en UE, au Japon et/ou dans les pays Africains (5 x 2 bénéficiaires)</p> <p>Activité A.2: Organiser des forums participatifs au niveau national pour impliquer la société civile et le secteur privé dans la stratégie de gestion des frontières pour les régions frontalières choisies (minimum 25 participants par pays);</p> <p>Activité A.3: Soutien logistique à l'organisation de de 7</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p>	<p>Frais de voyage, DSA des Participants 37 000 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants comme demandé 13 750 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants 46 250 \$</p>

⁷ Listez les résultats des activités et les actions associées nécessaires pour produire chaque résultat et les objectifs de résultat annuels.

<p>Indicateurs:</p> <p>Les stratégies nationales de gestion des frontières reflètent le pilier sur les communautés frontalières de la stratégie continentale de gestion des frontières de l'UA et des stratégies de paix et de sécurité de la CEDEAO et de la CEEAC.</p> <p>Résultat B:</p> <p>Les décideurs politiques nationaux, la société civile et la communauté internationale ont une meilleure compréhension des incidents et des tendances sécuritaires et de leur ampleur et de l'importance du développement du commerce informel transfrontalier et des plans d'action chiffrés pour une intervention dans la section Burkina du triangle de Liptoko-Gourma.</p> <p>Base de Référence:</p> <p>Le manque actuel de dialogue et de rapports, de statistiques à jour et de plans d'action.</p> <p>Indicateurs:</p>	<p>Objectif A.3 Les capacités du système national de délégués aux frontières sont mises en place /renforcées.</p> <p>Objectif B.1: Un Système de rapport sur les tendances et les incidents est en place dans les régions frontalières choisies et alimente le système régional de gestion des connaissances</p> <p>Objectif B.2: Les points focaux des bureaux pays sont prêts à supporter la coordination et la mobilisation de ressources en liaison avec le PNUD Dakar.</p>	<p>formations nationales pour les délégués aux frontières, qui seront organisées par le CIDPM & participation au voyage d'études régional (jusqu'à 15participants par formation, 3 bénéficiaires par voyage d'études)</p> <p>Activité B.1: Recruter, déployer et gérer le rapporteur national pour la plateforme de gestion des Connaissances et s'assurer du flux d'informations vers le PNUD Dakar.</p> <p>Activité B.2: Nommer et rendre autonome le Point Focal du Bureau Pays pour assurer la liaison avec le PNUD Dakar pour la formulation et la mobilisation de ressources du sous-projet.</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Par Activité:</p> <p>C.1: Bureau Pays du PNUD, sous-traitants</p>	<p>Sous-total Effet A:</p> <p>97 000 \$</p> <p>Salaire du personnel, 12 mois, voyage et DSA 37 000 \$</p> <p>Personnel à temps partiel 15 000 \$</p> <p>Sous-total Effet B:</p> <p>52 000 \$</p>
---	--	--	--	--

<p>Min. 100 membres de la CoP, nombre de visites répétées sur le site de Gestion des connaissances, feedback des membres de la CoP sur les questionnaires.</p> <p><u>Résultat C:</u></p> <p>Soutenir la mise en oeuvre d'une stratégie inclusive de gestion des frontières développée pour les régions du lac Tchad & du Liptako-Gourma, y compris des mécanismes participatifs pour l'établissement de politiques communautaires conçues pour améliorer la sécurité des personnes au niveau local et travailler pour mettre sur pied une approche d'interdiction fondée sur le renseignement.</p> <p><u>Base de Référence:</u></p> <p>Présence Intermittente d'Agences frontalières dans les régions frontalières et faible niveau d'interaction avec les communautés locales sur les problèmes de sécurité, de facilitation et de droits.</p> <p><u>Indicateurs:</u></p> <p>Nombre de réunions inclusives tenues, qualité et nombre de recommandations faites, réponse des autorités et feedback communautaire sur le régime de gestion des frontières.</p>	<p>Objectifs (2015-2016):</p> <p>Objectif.C.1: Un processus de consultation inclusif est établi et documenté pour la région du Liptako-Gourma</p> <p>Objectif. C.2: Les interventions communautaires identifiées sont financées pour les régions du lac Tchad & du Liptako-Gourma, et améliorent le commerce et les interventions sécuritaires en fonction des sous-indicateurs agréés.</p> <p>Objectif.C.3: Au moins 60 Policiers des frontières sont formés à des points de passage des frontières choisis et un commandement régional est mis en place.</p>	<p>Activité C.1: Établir des mécanismes inclusifs de dialogue entre les Délégués aux Frontières et les communautés locales comme une plateforme pour les griefs, les alertes précoces et les réponses rapides;</p> <p>Activité C.2: Fournir des fonds pour les initiatives locales identifiées par les Délégués aux frontières en collaboration avec les communautés frontalières, qui supportent le commerce informel et la sécurité communautaire;</p> <p>Activité C.3: Effectuer pour les unités de Police des frontières sélectionnées, 6 formations sur les droits de l'homme, les droits des réfugiés, le droit d'asile et les questions de genre (jusqu'à 15 bénéficiaires par formation, au moins 60 au total).</p>	<p>C.2: Bureaux Pays du PNUD, sous-traitants</p> <p>C.3: UNHCR, ONU femmes, CIDPM</p>	<p>Coûts de réunion, frais de voyage /DSA 37 500 \$</p> <p>Contrats de travaux/matériels: 300 000 \$</p> <p>Matériel de formation formateur/participants 46 250 \$</p> <p>Sous-total Effet C: 383 750 \$</p>
--	--	--	---	--

			<i>Budget du Bureau Pays du Niger</i>	532 750 \$
			<i>Coût indirect (GMS) 8%:</i>	42 620 \$
			<i>Total</i>	575 370 \$

TCHAD

RESULTATS ESCOMPTEES	OBJECTIFS DES RESULTATS PENDANT (ANNEES)	ACTIVITES INDICATIVES ⁸	PARTIES RESPONSABLES	BUDGET INDICATIF
<p><u>Résultat A:</u> Des Politiques Nationales pour l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières sont préparées et un renforcement des compétences des Agences frontalières relatives est mis en place en mettant un accent particulier sur la préparation de</p>	<p>Objectifs (2015-16): Objectif A.1: Dix hauts responsables des Agences frontalières sont familiarisés avec les modèles Japonais et Européen de gestion des frontières grâce à 2 voyages d'études.</p>	<p>Activité A.1: Sécuriser et faciliter la participation des hauts responsables aux voyages d'études régionaux en UE, au Japon et/ou dans les pays Africains (5 x 2 bénéficiaires)</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p>	<p>Frais de voyage, DSA des Participants 37 000 \$</p>

⁸ Listez les résultats des activités et les actions associées nécessaires pour produire chaque résultat et les objectifs de résultat annuels.

<p>stratégies pour le lac Tchad.</p> <p>Base de Référence: Les pays du Sahel n'ont pas de stratégies de gestion des frontières en place malgré la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions frontalières.</p> <p>Indicateurs: Les stratégies nationales de gestion des frontières reflètent le pilier sur les communautés frontalières de la stratégie continentale de gestion des frontières de l'UA et des stratégies de paix et de sécurité de la CEDEAO et de la CEEAC.</p> <p>Résultat B: Les décideurs politiques nationaux, la société civile et la communauté internationale ont une meilleure compréhension des incidents et des tendances sécuritaires et de leur ampleur et de l'importance du développement du commerce informel transfrontalier et des plans d'action chiffrés pour une intervention dans la région du Lac Tchad.</p>	<p>Objectif A.2: Des documents d'orientation sur la gestion des frontières qui préconisent l'implication des communautés dans les régions frontalières choisies sont préparés</p> <p>Objectif A.3 Les capacités du système national de délégués aux frontières sont mises en place /renforcées.</p> <p>Objectif B.1: Un Système de rapport sur les tendances et les incidents est en place dans les régions frontalières choisies et alimente le système régional de gestion des connaissances</p> <p>Objectif B.2: Les points focaux des</p>	<p>Activité A.2: Organiser des forums participatifs au niveau national pour impliquer la société civile et le secteur privé dans la stratégie de gestion des frontières pour les régions frontalières choisies (minimum 25 participants par pays);</p> <p>Activité A.3: Soutien logistique à l'organisation de de 7 formations nationales pour les délégués aux frontières, qui seront organisées par le CIDPM & participation au voyage d'études régional (jusqu'à 15participants par formation, 3 bénéficiaires par voyage d'études)</p> <p>Activité B.1: Recruter, déployer et gérer le rapporteur national pour la plateforme de gestion des Connaissances et s'assurer du flux d'informations vers le PNUD Dakar.</p> <p>Activité B.2: Nommer et rendre autonome le Point Focal du Bureau Pays pour assurer la liaison avec le PNUD Dakar pour la formulation et la mobilisation de</p>	<p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p> <p>Bureau Pays du PNUD</p>	<p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants comme demandé 13 750 \$</p> <p>Coûts de réunion, y compris les frais de voyage /DSA des participants 46 250 \$</p> <p>Sous-total Effet A: 97 000 \$</p> <p>Salaire du personnel, 12 mois, voyage et DSA 37 000 \$</p> <p>Personnel à temps partiel 15 000 \$</p> <p>Sous-total Effet B:</p>
--	---	--	---	---

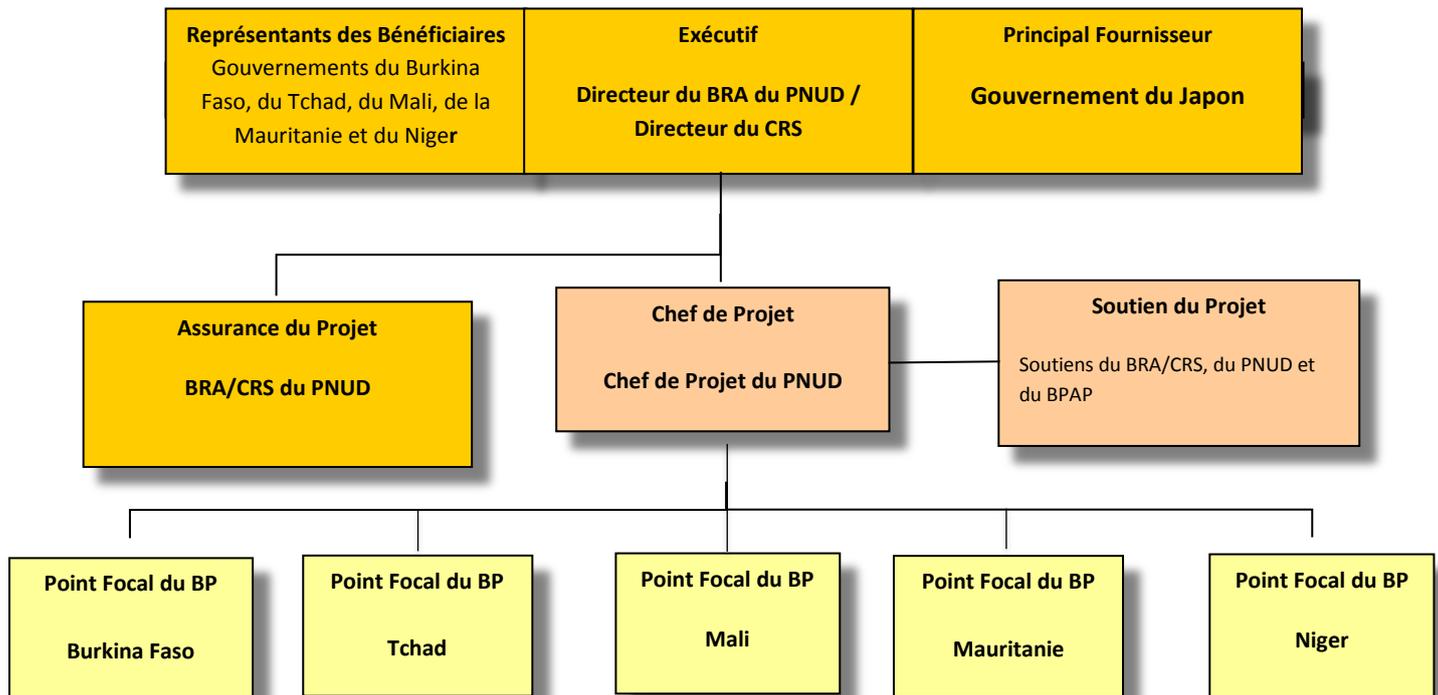
<p><u>Base de Référence:</u> Le manque actuel de dialogue et de rapports, de statistiques à jour et de plans d'action.</p> <p><u>Indicateurs:</u> Min. 100 membres de la CoP, nombre de visites répétées sur le site de Gestion des connaissances, feedback des membres de la CoP sur les questionnaires.</p> <p><u>Résultat C:</u> Soutenir la mise en oeuvre d'une stratégie inclusive de gestion des frontières développée pour la région du lac Tchad y compris des mécanismes participatifs pour l'établissement de politiques communautaires conçues pour améliorer la sécurité des personnes au niveau local et travailler pour mettre sur pied une approche d'interdiction fondée sur le renseignement.</p> <p><u>Base de Référence:</u> Présence Intermittente d'Agences frontalières dans les régions frontalières et faible niveau d'interaction avec les</p>	<p>bureaux pays sont prêts à supporter la coordination et la mobilisation de ressources en liaison avec le PNUD Dakar.</p> <p>Objectifs (2015-2016):</p> <p>Objectif.C.1: Un processus de consultation inclusif est établi et documenté pour la région du Liptako-Gourma</p> <p>Objectif. C.2: Les interventions communautaires identifiées dans la région du lac Tchad sont financées et améliorent le commerce et les interventions sécuritaires en fonction des sous-indicateurs agréés.</p> <p>Objectif.C.3: Au moins 60 Policiers des frontières sont formés à des points de passage des frontières choisis et un commandement</p>	<p>ressources du sous-projet.</p> <p>Activité C.1: Établir des mécanismes inclusifs de dialogue entre les Délégués aux Frontières et les communautés locales comme une plateforme pour les griefs, les alertes précoces et les réponses rapides;</p> <p>Activité C.2: Fournir des fonds pour les initiatives locales identifiées par les Délégués aux frontières en collaboration avec les communautés frontalières, qui supportent le commerce informel et la sécurité communautaire;</p> <p>Activité C.3: Effectuer pour les unités de Police des frontières sélectionnées, 6 formations sur les droits de l'homme, les droits des réfugiés, le droit d'asile et les</p>	<p>Par Activité:</p> <p>C.1: Bureau Pays du PNUD, sous-traitants</p> <p>C.2: Bureaux Pays du PNUD, sous-traitants</p> <p>C.3: UNHCR, ONU femmes, CIDPM</p>	<p>52 000 \$</p> <hr/> <p>Coûts de réunion, frais de voyage /DSA 37 500 \$</p> <p>Contrats de travaux/matériels: 200 000 \$</p> <p>Matériel de formation formateur/participants 46 250 \$</p> <p>Sous-total Effet C: 283 750 \$</p>
--	---	---	--	---

communautés locales sur les problèmes de sécurité, de facilitation et de droits. <u>Indicateurs:</u> Nombre de réunions inclusives tenues, qualité et nombre de recommandations faites, réponse des autorités et feedback communautaire sur le régime de gestion des frontières.	régional est mis en place	questions de genre (jusqu'à 15 bénéficiaires par formation, au moins 60 au total).		
			<i>Budget du Bureau Pays du Tchad</i>	432 750 \$
			<i>Coût indirect (GMS) 8%:</i>	34 620 \$
			<i>Total</i>	467 370 \$
		CONSULTANCE	95 000 \$	
		COÛTS DE GESTION DIRECTS DU PNUD	180 000 \$	
		VISIBILITE	38 000 \$	
		DIVERS	28 018,52 \$	
		Coûts indirects (GMS) 8%	27 281,48 \$	
		GRAND TOTAL		3 800 000 \$

V. DISPOSITIFS DE GESTION

58. Les Bureaux Pays du PNUD mettront en œuvre directement le projet sous la coordination du Chef de Projet régional. Le Chef de Projet s'appuiera sur le personnel actuel du Bureau Régional pour l'Afrique du PNUD pour fournir aide et orientation et sur le Centre de Service Régional qui se trouve à Addis-Abeba pour fournir du soutien aux Bureaux Pays. Les Bureaux Pays du PNUD au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad seront chargés de gérer la mise en œuvre des résultats et des activités des pays pour lesquelles ils ont reçu des financements. Chaque Bureau Pays désignera un point focal pour le projet, qui communiquera directement avec le Chef de Projet. Des réunions de démarrage et des téléconférences trimestrielles seront tenues entre les cinq points focaux, le Chef de Projet et le personnel de soutien du Bureau Régional et du Centre de Service Régional, pour partager des informations sur la mise en oeuvre et le progrès des activités et des résultats de chaque pays.
59. Pour mettre en oeuvre le projet, le PNUD utilisera l'expertise significative disponible dans les bureaux centraux appropriés du PNUD (comme le BPAP) au Centre Régional de Services, consultera et sera en coordination avec les donateurs partenaires, les partenaires Gouvernementaux, les mécanismes régionaux, d'autres agences des NU et les OSC adéquates. Le projet capitalisera sur une expertise technique existante au sein du BPAP-PNUD pour soutenir la mise en oeuvre au niveau des pays et de la région. La collaboration sera particulièrement importante, pour les activités conjointes menées dans le cadre de la composante régionale, avec pour but d'encourager des approches innovatrices par rapport aux défis et aux opportunités dans les sous-régions du Sahel. Le PNUD et le Comité de Pilotage du Projet seront attentifs aux opportunités de synergie avec des projets régionaux financés par des donateurs qui déjà existant dans la CEDEAO et avec l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience / AGIR Sahel.
60. L'usage de taux d'intérêt et de montants inutilisés du projet sera discuté avec le gouvernement du Japon et une décision sera prise en accord avec les politiques et les procédures du partenariat de financement entre le Japon et le PNUD. Une révision significative du projet (comme une extension ou une réallocation importante de budget) sera effectuée seulement après consultation et accord avec le gouvernement du Japon.

Structure de l'organisation du projet



CADRE DE SUIVI ET ÉVALUATION

En accord avec les politiques et les procédures de programmation décrites dans le guide d'utilisateur du PNUD, le projet sera suivi de la façon suivante:

61. Une évaluation de la qualité effectuée trimestriellement, basée sur des critères et des méthodes de qualité provenant d'une table de gestion de la qualité qui sera préparée pendant l'élaboration du Plan de Travail Annuel, devra noter les progrès effectués vers l'atteinte des résultats clés et sera suivie annuellement.
62. Un registre des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour par le Chef de Projet pour faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou de requêtes de changement.
63. En se basant sur l'analyse du risque qui a été effectuée au début (voir annexe 1), un registre des risques sera activé dans Atlas et sera régulièrement mis à jour en évaluant l'environnement externe qui pourrait affecter la mise en oeuvre du projet.
64. Sur la base des informations enregistrées dans ATLAS, les Bureaux Pays soumettront un Rapport sur l'État d'Avancement du Projet (REAP) au Chef de Projet via l'assurance du Projet en utilisant le format standard de rapport disponible dans l'Executive Snapshot.
65. Un registre des leçons apprises du projet sera activé et régulièrement mis à jour pour s'assurer d'un apprentissage et d'une adaptation continue au sein de l'organisation et pour faciliter la préparation du Rapport de leçons apprises à la fin du projet.
66. Un calendrier de suivi devra être activé dans Atlas et mis à jour pour suivre les actions/événements clés de gestion.
67. Une revue du projet sera effectuée à la fin du quatrième trimestre et le rapport sera présenté au Comité de Pilotage du Projet dans les trois mois suivants la fin des 12 mois prévus pour la durée du projet. Au besoin, ce rapport devra prendre en compte et fournir des conseils sur l'atteinte des composantes du projet qui ont été repoussées au-delà de la durée prévue du projet.
68. Au niveau des Bureaux Pays, un plan de travail détaillé sera rempli une fois les fonds sécurisés et des allocations spécifiques seront effectuées en droite ligne avec le cadre des Résultats et des Ressources de ce document. Des réunions de revue de projet trimestrielles seront tenues dans chaque pays et comprendront les représentants des gouvernements respectifs, du PNUD, du Japon et d'autres acteurs pertinents pour chaque contexte. Les comptes rendus de ces revues seront soumis au Chef de Projet désigné et utilisés par le Comité de Pilotage du Projet comme un outil d'évaluation.
69. Le PNUD fournira un rapport à mi-parcours et un rapport final au gouvernement du Japon dans les trois mois suivant la fin effective du projet, en y incluant un narratif et une section financière provisionnelle. Le rapport financier final à envoyer au donateur sera élaboré en suivant les règles et procédures établies du PNUD.
70. Le projet promouvra et soutiendra la visibilité du donateur de plusieurs manières. Le gouvernement du Japon sera invité à co-présider les événements régionaux. Des communiqués de

presse seront diffusés en soutien à toutes les activités nationales et régionales adéquates. La stratégie de visibilité comprendra aussi l'utilisation de matériel et d'infrastructures de marque, la reconnaissance du soutien des donateurs en ce qui concerne le matériel et les produits promotionnels, les visites de terrain des donateurs, le partage de la documentation et des cas de succès et l'utilisation de panneaux d'affichage.

VI. CONTEXTE JURIDIQUE

71. Ce document, en combinaison avec le Cadre d'Aide au Développement des NU approprié et des documents des Programmes Pays du PNUD (autorisés par le comité exécutif du PNUD) et Les Plan d'Action des Programmes Pays du PNUD (signés par les gouvernements et le PNUD) constituent le 'Document de Programme' comme il y est fait mention dans l'Accord de base type en matière d'assistance que le PNUD a avec chaque pays couvert par ce projet (Burkina Faso, Tchad, Niger, Mali et Mauritanie). Toutes les dispositions des Plan d'Action des Programmes Pays s'appliquent à ce document.

72. Ce projet sera exécuté par le PNUD en accord avec les réglementations financières, les règles, les pratiques et les procédures du partenaire d'exécution tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les principes et les règles et réglementations financières du PNUD. Si les réglementations financières d'un partenaire d'exécution ne fournissent pas les directives requises pour s'assurer du meilleur rapport qualité/prix, de la justice, de l'intégrité, de la transparence et d'une réelle compétition internationale, les réglementations financières du PNUD s'appliqueront.

73. Le partenaire d'exécution s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables afin de s'assurer qu'aucun financement du PNUD reçu conformément au Document de Projet n'est utilisé pour fournir un soutien à des individus ou autres entités associés au terrorisme et que les bénéficiaires des fonds alloués par le PNUD aux termes des conditions ci-dessous ne figurent sur la liste établie par le Comité du Conseil de Sécurité créé en application de la Résolution 1267 (1999). Cette liste est consultable en ligne à l'adresse suivante :
<http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit figurer dans tous les sous-contrats ou sous-accords signés en vertu du présent document de Projet

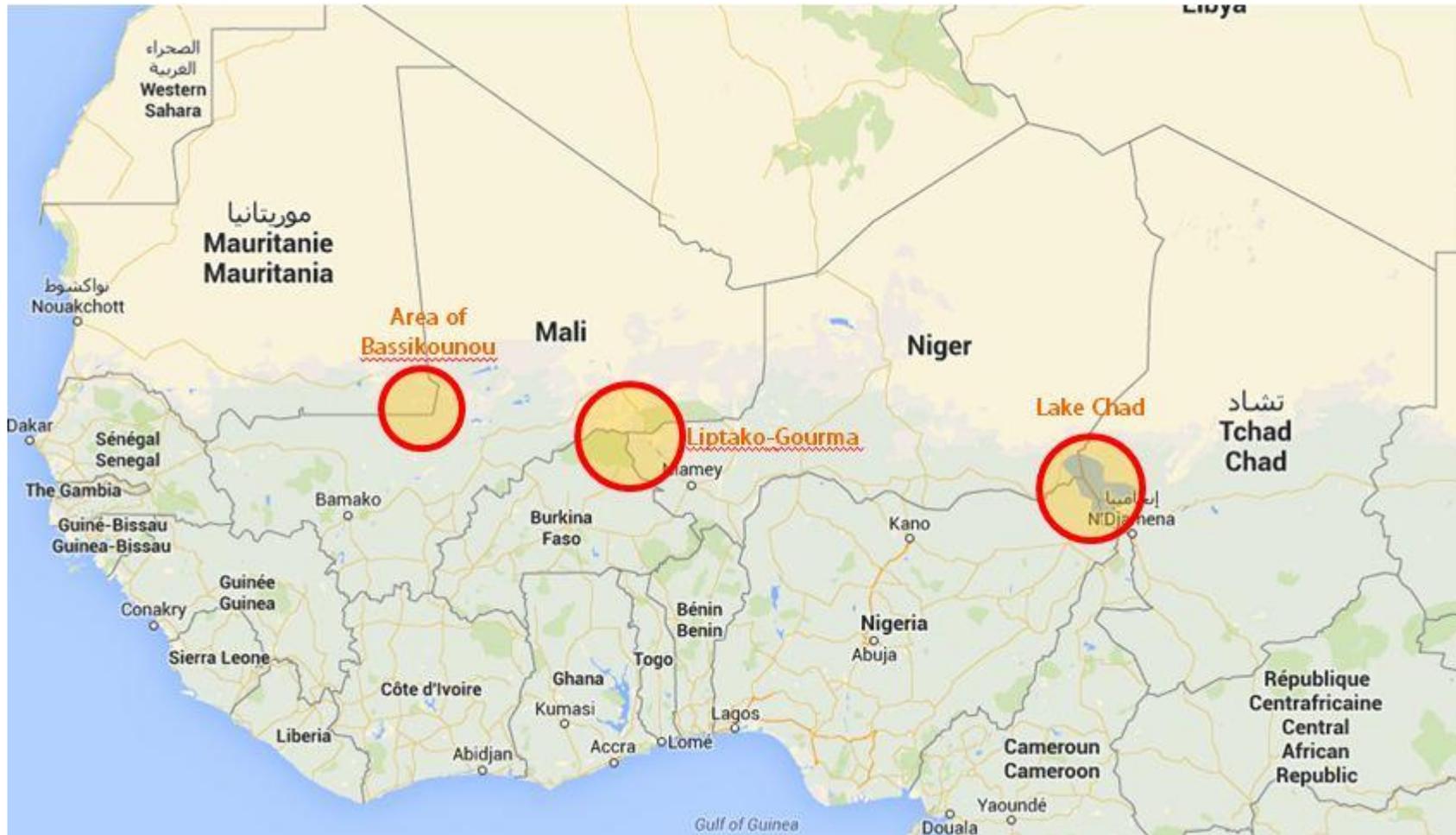
VII. ANNEXES

Annexe 1: Cartes des sous-régions sélectionnées

Annexe 2: Analyse du risque & Mitigation

Annexe 3: Cadre de Programmation

Annexe I: Carte des zones transfrontalières sélectionnées pour l'intervention du Projet



Annexe II: Analyse du risque & Mitigation

#	Description	Type	Impact et Probabilité (1 = le plus bas, 5 = le plus élevé)	Contremesures / Réponse du Management
1	La détérioration de la situation sécuritaire conduit à la fermeture de la frontière ou menace les communautés frontalières impliquées dans le projet	Environnemental	Les activités du Projet peuvent être complètement stoppées en cas de nouvelles violences. P=4 I=4	Le PNUD continue de surveiller la situation sur le terrain pour être en mesure de répondre aux changements de situations. Comme demandé, les ressources peuvent être déplacées entre les zones transfrontalières choisies.
2	Manque de volonté/soutien politique	Politique	Les exigences politiques ou le fossé entre la théorie et la pratique peuvent retarder la mise en œuvre l'implémentation des activités du projet et/ou réduire l'intérêt des interlocuteurs techniques à s'engager dans le projet de manière conséquente. P=1 I=4	Le risque d'un blocage politique du projet est très faible. Ceci est d'autant plus vrai étant donné la longue présence établie du PNUD dans chacun des pays concernés. Pour minimiser le risque d'un blocage politique, le PNUD doit communiquer de façon transparente avec les autorités compétentes sur les objectifs et les bénéfices du projet pour le gouvernement et les citoyens de chaque pays
3	Les décideurs politiques et/ou le personnel en première ligne qui bénéficient des activités du projet changent de poste ou sont redéployés	Opérationnel	Un changement régulier des interlocuteurs clés peut affecter négativement l'impact des voyages d'étude et des formations P = 2 I = 4	Des interactions régulières entre le projet et les partenaires devraient faciliter la compréhension des efforts du projet et avoir pour conséquence une continuité des interlocuteurs pendant toute la durée du projet et immédiatement après.
4	Les compétences limitées des Bureaux Pays dans certaines régions frontalières réduisent leur capacité à mettre en œuvre de façon effective et à suivre les interventions communautaires	Organisationnel	Une capacité limitée du terrain ou des restrictions d'accès peuvent empêcher les Bureaux Pays de produire les résultats au niveau local	L'utilisation de structures existantes du programme et le travail avec des leaders /OSC locaux/traditionnels, des ONG, etc. permettra d'augmenter la capacité d'accès et d'exécution.

5	Les problèmes logistiques rencontrés en essayant de traiter directement avec les communautés nuisent à l'efficacité du projet	Opérationnel	La mise en oeuvre et le suivi deviennent difficiles/impossibles à cause du manque d'accès, des problèmes de sécurité, etc. P=3 I=3	Les partenaires locaux (institutions gouvernementales, OSC, organismes traditionnels) impliqués ont une expérience de travail avérée dans les zones désignées
6	Les capacités la mise en oeuvre des partenaires sont faibles	Opérationnel	Le progrès du Projet peut être retardé et il y a vraisemblablement des contraintes de capacité étant donné le contexte dans lequel le projet opérera. P=4 I=4	La planification des activités, le soutien fourni et le renforcement de compétences doivent être effectués partout où possible au bénéfice des partenaires d'exécution.
7	Le Cadre du projet est de court-terme	Stratégique	Les projets ayant un objectif de développement et des délais courts risquent de n'avoir qu'un impact limité P=2 I=3	Étant donné leur alignement direct avec les initiatives et les stratégies nationales et régionales, les activités ont plus de chance d'avoir un impact significatif si elles sont planifiées et exécutées à temps.

Annexe III: Cadre de Programmation

	Burkina Faso	Tchad	Mali	Mauritanie	Niger
Priorités du Programme Pays du Bureau Pays PNUD	<p>2011-2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Le développement économique accéléré est durable et favorable aux pauvres (ii) L'amélioration de la qualité du capital humain (iii) La gouvernance politique, administrative, économique et locale est plus efficace et plus respectueuse des droits humains. 	<p>2012-2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Soutien à la Stratégie nationale de Réduction de la pauvreté et au développement durable (ii) Renforcement de la bonne gouvernance et amélioration de la sécurité des personnes <p>2012-2015 PAPP:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Gouvernance Économique et promotion de l'emploi (ii) Énergie, environnement et développement durable (iii) Gouvernance Démocratique (iv) Consolidation de la paix et de la relance socioéconomique 	<p>2015-2019:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) La mise en oeuvre d'une politique de réconciliation nationale active (ii) Construction d'une économie émergente (iii) Mise en place d'institutions solides et crédibles (iv) La mise en oeuvre d'une politique active de développement social 	<p>2012-2016:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Lutte contre la pauvreté et sécurité alimentaire (ii) Amélioration de la gouvernance économique, démocratique, territoriale et locale, du contrôle de l'action publique par les citoyens et renforcement des compétences des acteurs (iii) Une bonne gouvernance environnementale et une gestion durable des ressources naturelles dans l'objectif de réduire la pauvreté et d'améliorer l'adaptation au changement climatique 	<p>2014-2018:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Résilience: sécurité alimentaire et nutritionnelle, gestion environnementale et prévention et gestion des risques (ii) Développement du capital Social et humain (iii) Gouvernance, paix et sécurité
développement	<p>Stratégie pour une croissance accélérée et un développement durable en 2011-2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Croissance accélérée (ii) Développement du capital humain et de la protection sociale (iii) Renforcement de la bonne gouvernance 	<p>Plan de développement National 2013-2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Développement de la production et opportunités d'emploi (ii) Mobilisation et développement du capital humain et lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale 	<p>Plan de relance durable du Mali, 2013-2014:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Assurer la paix, la sécurité et l'intervention des services de l'État sur tout le territoire national entier, en tant que prérequis essentiels au développement durable (ii) Répondre aux urgences humanitaires et aux 	<p>Plan d'Action du cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) 2011-2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Faire de l'accélération de la Croissance économique un préalable à la réduction de la pauvreté en améliorant la compétitivité et réduire sa dépendance par rapport aux 	<p>Plan de développement économique et social 2012-2015, objectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Établir la crédibilité et l'efficacité des institutions publiques (ii) Créer les conditions pour un développement durable, équitable et inclusif (iii) Développer la sécurité

	(iv) S'occuper des priorités intersectorielles	(iii) Protection de l'environnement et adaptation aux changements climatiques (iv) Amélioration de la gouvernance.	conséquences de la crise (iii) Organiser des élections crédibles et transparentes (iv) Renforcer la gouvernance par un processus de décentralisation pour un développement équilibré du territoire et engageant des réformes étatiques (v) Assurer le bon fonctionnement du système judiciaire et lutter contre la corruption (vi) Consolider la réforme du système de finances publiques (vii) Relancer l'économie par un appui au secteur privé, un renforcement de l'agriculture, un investissement dans les infrastructures et dans l'emploi des jeunes; (viii) Relever le défi de l'éducation (ix) Faciliter l'accès à des services de santé de qualité pour tous (x) Encourager des projets culturels qui promeuvent le « vivre-ensemble » (xi) Promouvoir l'implication des femmes dans tous les secteurs (xii) Intégrer la composante environnement dans toutes les politiques et les stratégies	facteurs exogènes (ii) Capitaliser sur le potentiel de croissance et de productivité des pauvres (iii) Développer les ressources humaines et l'accès aux services de base (iv) Favoriser un développement institutionnel effectif soutenu par une bonne gouvernance et par la participation effective de tous les acteurs impliqués dans la stratégie de réduction de pauvreté (v) Renforcer la direction, la mise en oeuvre et le suivi et l'évaluation et la coordination de la Stratégie de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)	alimentaire et une agriculture durable (iv) Promouvoir une économie compétitive et diversifiée (v) Promouvoir un développement social
--	--	---	--	--	---

--	--	--	--	--	--